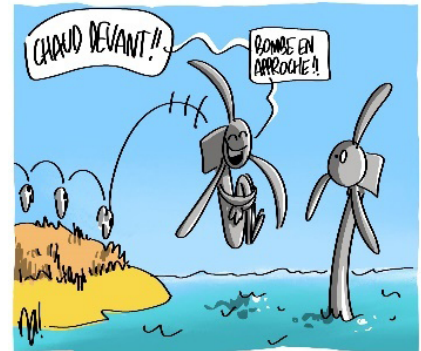


Visite de Macron au parc éolien de Saint-Nazaire : un entre-deux qui interroge

S'il y a un endroit, dorénavant, où il est normal de brasser de l'air, c'est bien au large de Saint-Nazaire. Emmanuel MACRON y est, d'ailleurs, attendu, lundi 5 septembre après-midi...

Il visitera, notamment, le premier parc éolien «offshore» (hors côte) de France fonctionnant, presque, qu'à plein régime. Ce dernier devrait produire, à terme, 20% (besoins des entreprises compris) de l'électricité nécessaire en Loire Atlantique. 80 éoliennes pour une capacité totale de 480 MW. Au final, dans les années à venir, plus de 3 000 éoliennes devrait sortir, à moyen terme, «de mer» sur différents points du littoral Atlantique et Méditerranéen.

Au moins ça ne dérangera pas les vaches...



Le hic est que ces avancées sur les eaux sont le résultat d'une consommation d'électricité exponentielle et se faisant toujours au mépris du dérèglement climatique. Bien entendu, outre la pollution engendrée pour la construction de ces géants des mers et le coût financier de telle initiative (2à 3 milliards /parc), aucune pédagogie digne de ce nom, relative, notamment, à la sobriété énergétique partagée, n'est vraiment initiée. En effet, et même si certain(e)s se plaignent, déjà, d'un horizon bouché par les énormes «moulins», c'est nous tous qui sommes un peu responsables de la situation avec, en tête de gondole, les entreprises et pouvoirs publics

qui sont toujours en réaction plutôt que d'être «proactif» comme ils disent. Pour ne fâcher personne, le politique préfère, ainsi, attendre l'ère de l'injonction, des discussions sur la vie plutôt que sur le mode de vie. En attendant, on régale les amis des entreprises spécialisées dans l'éolien «offshore» et, bien entendu, on ne stoppe définitivement aucun réacteur nucléaire en compensation de l'électricité produite par les parcs éolien. C'est du toujours plus. Les esprits grincheux pourraient, d'ailleurs, voir, au travers cette visite présidentielle, un énorme «greenwashing» à l'adresse du grand public en attendant la construction de mini centrales (SMR) ou centrales à part entière.

Ceci posé, l'Union syndicale Solidaires, définitivement anti-nucléaire (danger, coûts, déchets, etc.) revendique une mobilisation générale d'ampleur concernant le dérèglement climatique. Sobriété partagée, mesures fortes voire coercitives vis-à-vis des grandes entreprises, arrêt définitif des réacteurs nucléaires au fur et à mesure de la construction des parcs « offshore » (250 éoliennes = 1 réacteur), rénovation à grande échelle des logements « passoires » (justice sociale aussi vis-à-vis des factures), couverture quasi systématique des toits pouvant accueillir des panneaux photovoltaïques sont déjà autant de pistes à creuser et à, enfin, mettre en œuvre. Le politique, depuis des années, a été attentiste (Grenelle environnement 2008, COP 21 sans grands lendemains).

Le «en même temps» ne peut plus être de mise !